

Polynésie française		République française
Subdivision administrative des îles Sous-le-Vent		Liberté - Égalité - Fraternité
<b>COMMUNAUTE DE COMMUNES HAVA'I</b>		<b>ANGLETERRE</b>

## ARRÊTÉ COMMUNAUTAIRE

N° 36/CCH/22 du 18 novembre 2022

**Approuvant le déplacement d'une délégation de la communauté de communes Hava'i en Angleterre en vue de visiter un incinérateur traitant les déchets**

### LE PRÉSIDENT DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES HAVA'I

**Vu** la Constitution de la République française ;

**Vu** le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

**Vu** le Code général des collectivités territoriales dans ses dispositions applicables aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

**Vu** l'ordonnance n° 2005-10 ratifiée par la loi n°2007-224 *modifiée* portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs ;

**Vu** la délibération communautaire n° 34/CCH/20 du 2 décembre 2020 portant sur la prise en charge des frais de déplacement des agents et des élus de la communauté de communes Hava'i ;

**Vu** la délibération communautaire n° 38/CCH/21 du 6 décembre 2021 portant délégation de compétences du conseil communautaire au Bureau et au Président de la communauté de communes Hava'i.

**Considérant que** la communauté de communes Hava'i souhaite donner mandat spécial à deux personnes en vue de leur donner un mandat spécial pour aller en Angleterre pour visiter un incinérateur traitant des déchets.

**Considérant que** le traitement des déchets par enfouissement n'apporte pas d'adhésion unanime auprès de la population de Raiatea et que l'alternative du traitement des déchets par incinération, thermolyse ou gazéification serait plus facile à faire accepter en parallèle au centre d'enfouissement technique (CET).

**Considérant que** cet arrêté, pris en application d'une délégation du conseil communautaire au Président de la CC Hava'i, a valeur de délibération.

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** : Le déplacement d'une délégation de la communauté de communes Hava'i en Angleterre en vue de visiter un incinérateur traitant les déchets, dont le lieu, la durée et les coûts sont détaillés dans le document annexé au présent arrêté, est approuvé comme suit :

FONCTION	MANDAT SPÉCIAL DONNÉ À
Président	M. Cyril TETUANUI
4 <sup>ème</sup> vice-président	M. Matahi BROTHERSON

**Article 2** : Le Président, ou en cas d'absence ou d'empêchement, le 2<sup>ème</sup> vice-président, est autorisé à signer tout document ayant un lien direct avec les frais du déplacement visé à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté ayant valeur de délibération dans la limite des crédits disponibles au chapitre budgétaire correspondant.

**Article 3** : Le Président de la communauté de communes Hava'i certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent arrêté.

**Article 4** : Conformément aux dispositions des articles R 421-1 et R 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération dans un délai de deux mois à compter de la date de son affichage et de sa notification. Le tribunal administratif de la Polynésie française peut aussi être saisi par application de Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Durant le délai de recours contentieux, un recours gracieux peut être exercé auprès de nos services.

Ce recours gracieux interrompt le délai de recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de l'intervention de notre réponse.



En application de l'article R 421-2 du code de justice administrative "*Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, le silence gardé pendant plus de deux mois sur une réclamation par l'autorité compétente vaut décision de rejet*".

**Article 5** : Le présent arrêté est publié et transmis au délégué du Haut-Commissaire de la République en Polynésie française dans la subdivision administrative des îles sous le vent. Ampliation est adressée au :

- Comptable public de la communauté de communes Hava'i.

Fait à Tevaitoa, le 18 novembre 2022  
Extrait certifié conforme au registre des arrêtés

Par délégation,  
Le 2<sup>ème</sup> vice-président,



M. Thomas MOUTAME

**Contrôle à posteriori**

Acte rendu exécutoire de plein droit après publication ou affichage ou à leur notification ainsi qu'à leur transmission au délégué du Haut-Commissaire de la République en Polynésie française dans la subdivision administrative des îles sous le vent :

- Date de notification et/ou de publication : 21 NOV. 2022
- Date de transmission au délégué du Haut-Commissaire de la République en Polynésie française dans la subdivision administrative des îles sous le vent : 21 NOV. 2022
- Arrêté rendu exécutoire de plein droit à la date du : 21 NOV. 2022

POLYNÉSIE FRANÇAISE  
 -----  
 SUBDIVISION ADMINISTRATIVE  
 DES ILES SOUS LE VENT  
 -----

COMMUNAUTÉ  
 DE  
 COMMUNES HAVA'I



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
 -----  
 Liberté - Égalité - Fraternité

Le Président

Tevaitoa, le 18 novembre 2022

PROGRAMME DU DEPLACEMENT EN ANGLETERRE						
OBJET	DATES	PARTICIPANTS	COÛTS			
			Désignation	Remboursement par la CCH	Prise en charge directe par la CCH en F CFP	
Déplacement d'une délégation de la communauté de communes Hava'i en Angleterre pour visiter un incinérateur traitant les déchets	25 novembre 2022	M. Cyril TETUANUI M. Matahi BROTHERSON	Frais de transport terrestre, maritime et aérien	Délibération n° 37/CCH/20 du 2 décembre 2020	82 220	
			Frais d'hébergement		-	
			Frais de repas		-	
			<b>TOTAL</b>		-	82 220